parties sont obligées au paiement des frai-

du devoir de l'officier de la cour d'exiger et recevoir de la partie ainsi obligée, la somme de chelins en sus de celle que, d'après la loi, elle était ci-devant tenue de payer; et cette somme fera partie du fonds destiné au paiement des jurés, et sera immédiatement remise par l'officier qui la recevra, au trésorier du district où l'action aura été portée.

Certaines amendes et pénalites feront partie du fonds pour les iures.

X. Et qu'il soit statué, que toutes les 10 amendes et pénalités imposées et prélevées dans les différents districts, seront pas pavables au receveur général, devront être payées à l'avenir aux trésoriers des districts respectivement, et elles 15 feront partie du fonds destiné au paiement des jurés en vertu de cet acte.

Les conseils de district pourvoiront à la réalisation de la somme qui manquera sur le cods destiné au paiement des iurés.

XI. Et qu'il soit statué, qu'il sera du devoir des différents conseils de district, et ils sont par le présent requis de former pour le 20 fonds du juré une somme suffisante pour payer les jurés en la manière ci-après prescrite, dans le cas où les sommes appropriées par cet acte ne suffiraient pas à leur paiement.

Les conseils de district pourront statuer que les grands jurés seront payes.

XII. Et qu'il soit statué, que les différents conseils de district sont autorisés par le présent à ordonner au moyen d'un règlement, à leur discrétion, que les grands jurés qui assisteront aux cours d'oyer et terminer et de 30 délivrance générale des prisonniers ou aux sessions générales de quartier, auront droit de recevoir par jour à même les fonds du district telle somme que les dits conseils jugeront raisonnable.

La cour pourra ordonner qu'il sera procédé aux affaires dès le premier jour.

XIII Et pour empêcher les délais et dépenses inutiles, qu'il soit statué, que toute cour ou juge siégeant pour l'instruction des causes par jurés, pourra, à sa discrétion, ordonner péremptoirement que les records 40 soient entrés, et qu'il soit procédé aux affaires le premier jour que la cour siégera, nonobstant toute loi ou usage à ce contraire.

25

35